



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mis en ligne le 19/07/2024 à 15h06

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2024

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-2024 07 03-ARR2024_419

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **CENTRE COSEC MAURICE CHEVALIER
ERP N° E 488 00132 000**

OBJET : **VISITE DE RECEPTION – PC N° 014 488 21 R 0072**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **AVENUE GENERAL LECLERC**

ACTIVITE(S) : **SPORTIVE**

TYPE(S) : **X**

CATEGORIE : **3^{ème}**

Le 14 mai 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 23 avril 2024.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

**à l'autorisation du permis de construire
PC N° 014 488 21 R 0072**

AVIS FAVORABLE

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Julien COEURET

**Document annexe comportant 5 feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints**

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2024

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-2114 04884-2024 07 03-ARR2024_419

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **CENTRE COSEC MAURICE CHEVALIER
ERP N° E 488 00132 000**

OBJET : **VISITE DE RECEPTION – PC N° 014 488 21 R 0072**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **AVENUE GENERAL LECLERC**

ACTIVITE(S) : **SPORTIVE**

TYPE(S) : **X**

CATEGORIE : **3^{ème}**

Le 14 mai 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 23 avril 2024.

RESUME DE LA REUNION :

*Je atteste de l'isolement de la chaudière
en précisant la puissance totale.*



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : EH/FM/2024 – VP2340424 – Centre COSEC Maurice Chevalier - Ouistreham
Affaire suivie par : Lt Edern HELARY
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Centre COSEC Maurice Chevalier – Avenue Général Leclerc à Ouistreham
ERP n° E 488 00132 000

Réf. : Visite de réception, conformément à l'article R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV d'étude de la commission en date du 25 janvier 2022

Le 23 avril 2024, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. PELLERIN :	Conseiller municipal Ville de Ouistreham – Délégué au sport
M BACHELOT :	Pôle événementiel sport Ville de Ouistreham
M. DENOUAL :	Adjoint technique Ville de Ouistreham
M BOUTEILLE :	Directeur adjoint des services techniques Ville de Ouistreham
Lt Erden HELARY :	Préventionniste SDIS 14
M HAUTEMANIERE :	Cabinet Boiroux architecte
M GRIERE :	Qualiconsult

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2024

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-20240703-ARR2024_419

DESCRIPTION

La visite de réception concerne le PC N°014 488 21 R 0072 relative aux travaux de réhabilitation et d'extension du gymnase Maurice Chevalier COSEC.

Les travaux concernent :

- La transformation du local matériel ouvert sur l'aire de sport en 3 locaux ouverts sur l'aire de sport.
- L'extension du gymnase avec la création :
 - d'une salle de réception de 74.24 m²;
 - 2 bureaux (hand et basket) ;
 - 1 local buanderie ;
 - 1 local onduleur ;
 - une réserve ;
 - des sanitaires.
- La suppression d'une issue de secours de la salle de sport.
- Le remplacement des gradins par des gradins métalliques qui comportera 183 places assises + 6 PMR.
- L'installation de panneaux solaires sur la toiture de la façade sud-ouest.
- La rénovation thermique de la salle de sport.

Le gymnase Maurice Chevalier est établi sur un simple rez-de-chaussée, sa distribution intérieure traditionnelle permet d'obtenir :

Existant :

- Une salle de sport de 972.11 m²
- Une chaufferie alimentée en gaz de ville ;
- Trois locaux matériels ouverts sur l'aire de sport ;
- Une infirmerie ;
- 4 vestiaires ;
- Des sanitaires ;
- Un local de rangement ;
- Deux locaux d'arbitres ;
- Des gradins de 183 places.

Extension :

- d'une salle de réception de 74.24 m²;
- 2 bureaux (hand et basket) ;
- 1 local buanderie ;
- 1 local onduleur ;
- une réserve ;
- des sanitaires.

Il est implanté en zone urbaine, accessible à partir de l'avenue du Général Leclerc sur plusieurs façades. La salle de sport dispose de 5 sorties totalisant 10 UP.

L'établissement n'est prévu que pour une activité de type X, aucune activité exceptionnelle n'est prévue.

EFFECTIF

Conformément à l'article X 2 de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié :

- Aire de sport : 1 personne / 8 m² soit 121 personnes
- Gradins : 189 personnes

Effectif total : 310 personnes.

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2024

Application agréée E-legalite.com

CLASSEMENT

22_RV-014-2114 04884-2024 07 03-ARR2024_419

L'établissement, du 1^{er} groupe et de type X, est à classer en 3^{ème} catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 4 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type X ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le rapport de vérification réglementaire après travaux de l'organisme agréé Qualiconsult daté du 08/04/2024 comprenant une observation. Il a été constaté que le RVRAT présentait plusieurs erreurs.

II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**Suite à l'examen du registre de sécurité**

- 1°) Fournir un nouveau RVRAT à la commission de sécurité :
Indiquer les éléments concernant la façade en bardage bois ;
Préciser le type d'alarme installé (art. GE8).
- 2°) Fournir le PV de réaction au feu du bardage bois et de l'installation conforme aux normes en vigueur et aux guides de préconisations (art. GE8).
- 3°) Fournir le PV de réaction au feu du bloc-porte de la chaufferie (art. CO28).

Suite à la visite

- 4°) Supprimer les crémones à ressort et à aiguille sur la porte d'entrée de l'établissement (art. CO45).
- 5°) Prévoir des consignes de sécurité indiquant l'emplacement de la coupure des énergies (art. MS47).

Président du groupe de visite, adjoint au maire de Ouistreham : favorable à la réception des travaux.

Préventionniste : défavorable à la réception des travaux.

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2024

Application agréée E-legalite.com

Prescriptions permanentes

22_RV-014-2114 04884-2024 07 03-ARR2024_419

a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître

- la conduite à tenir en cas d'incendie
- la manipulation des moyens de secours,
- le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
- le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
- l'accueil des engins de secours
- le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

- b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980. Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g°) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).
- h°) Pour les activités périscolaires: Lors des activités périscolaires, l'agent responsable doit être nommément identifié et figurer sur le registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, dépourvu d'un système d'extinction automatique à eau, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.

REÇU EN PREFECTURE

le 08/07/2024

- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de PEI doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH- articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.